

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2019

à Paris^e

BRADAGE DU PATRIMOINE PUBLIC quitte ou double?

Où s'arrêtera la grande braderie des services et établissements publics ?

En septembre 2018, à travers la loi dite « PACTE », le gouvernement a prévu de se séparer de la Française des Jeux (FDJ) et de l'entité Aéroports de Paris (ADP). La SNCF est aussi promise à la privatisation, celle d'ENGIE (ex-EDF) s'organise. Et que dire de la dégradation de l'hôpital public ou de l'Éducation nationale qui pousse souvent ceux qui en ont les moyens vers les cliniques ou les écoles privées.

Derrière toutes ces formes de privatisations, c'est un bouleversement total de notre société. Là où il y avait solidarité, prise en compte de la situation sociale, aide aux plus fragiles, c'est le règne du fric qui s'impose.

Le plus absurde, c'est que s'agissant de ADP ou de FDJ, l'État vend des entreprises rentables et performantes dont les recettes alimentent le budget de l'État. Pour compenser, il faudra donc augmenter les impôts !

Quelle logique anime donc le gouvernement ? Pas la recherche de l'intérêt du plus grand nombre... Par la privatisation, le patrimoine public, qui appartient à tous, devient la propriété de quelques-uns.

Ces privatisations témoignent du renoncement total du gouvernement à mener une politique d'indépendance économique. Dans un an ou deux, un fonds d'investissement étranger peut faire une OPA sur nos aéroports parisiens, à l'image de ce qui s'est fait pour l'aéroport de Toulouse-Blagnac où un fonds d'investissement chinois a pris les commandes. Cherchant à récupérer au plus vite sa mise, il a fait adopter en juin dernier en conseil de surveillance le principe de reverser 100% du résultat de l'aéroport... en dividendes. En clair, il vide les caisses à son profit.

Si l'on veut éviter pareille aventure pour les aéroports parisiens, il est possible de s'opposer à la privatisation d'ADP. Il suffit de signer pour exiger un référendum sur cette vente sur le site www.referendum.interieur.gouv.fr.



les militants communistes du 10^e présents sur les points de rencontre invitant les citoyens à voter pour un référendum ADP

LE 5 DÉCEMBRE 2019 agissons pour une retraite juste et solidaire

Même si on est habitué, au rythme des différentes réformes des régimes de retraite, aux mêmes arguments fallacieux visant à justifier l'injustifiable, on ne peut qu'être révolté et mobilisé pour imposer d'autres choix. Épousant la même philosophie que les réformes précédentes, celle que veulent imposer Macron et son gouvernement conduira à ce que l'immense majorité des salariés travaillera plus longtemps et touchera des pensions réduites.

En effet, le projet de réforme de retraite universelle par points consiste à accélérer la baisse des pensions pour répondre aux exigences européennes de diminution de la part du PIB consacrée aux retraites. Avec un montant de point fluctuant qui sera tributaire des exigences des politiques libérales consistant à réduire les dépenses publiques, ce système vise à une gestion individualisée des retraites conduisant à opposer les professions entre elles.

Le débat biaisé autour des régimes spéciaux vise, sous couvert d'égalité utilisée à géométrie variable, à faire accepter à tous l'harmonisation des droits par le bas. Or, le droit à la retraite porte un enjeu de société auquel répond un régime solidaire par répartition.

Le PCF avance de nombreuses propositions pour pérenniser et renforcer celui-ci. Il en va ainsi de la création d'emplois stables et qualifiés, de l'augmentation des salaires et pensions, de l'égalité salariale femmes/hommes, de la contribution des revenus financiers... Par le débat et les mobilisations, mettons en échec le projet de démolition de notre système de retraite et imposons d'autres orientations de justice sociale, solidaires et dignes.

Pour ce faire, soyons nombreuses et nombreux dans l'action dès le 5 décembre 2019.

Didier Le Reste
conseiller de Paris, en charge de la Politique de la ville et de l'Intégration

c'est possible

Nicolas Bonnet-Oulaldj, président du groupe PCF au Conseil de Paris, a été l'initiateur en 2015 de cette démarche visant à relocaliser des productions en respectant des règles environnementales et sociales. Il en témoigne dans le livre *Fabriquer à Paris* dans lequel la parole a été donnée à plusieurs artisans qui se sont lancés dans cette démarche.

Aujourd'hui, après 3 ans d'existence, près de 300 produits ont obtenu le label « Fabriqué à Paris ». Ils correspondent à des secteurs d'activité très différents : alimentation, artisanat d'art, bijouterie, habillement, design, maison, technologies innovantes ...

Nicolas Bonnet-Oulaldj sera présent le 4 décembre dans le 10^e pour présenter son livre. Une opportunité pour souligner que le développement de cette

production relocalisée nécessite d'être davantage valorisée auprès des Parisiens. Cela suppose également un renforcement des mesures visant à faciliter l'accès à des locaux à un tarif susceptible d'assurer une viabilité économique de ces productions.

Fabriquer à Paris, un livre écrit par Nicolas Bonnet, président du groupe PCF au Conseil de Paris, dans le but de revitaliser la tradition artisanale parisienne



QUARTIER SAINTE-MARTHE

des ateliers d'artisans et d'artistes menacés

Dans ce quartier, de nombreux ateliers d'artisans et d'artistes sont menacés. En effet la société immobilière de Normandie (SIN), qui possède 120 lots dont 80 en rez-de-



forte mobilisation du quartier Sainte-Marthe pour préserver les ateliers d'artisans et d'artistes

chaussée dans ce secteur, a été reprise par un nouvel acquéreur. Ce dernier a commencé à exercer des pressions en exigeant des majorations importantes de loyer susceptibles d'entraîner l'éviction de nombreux locataires. On peut craindre qu'il lance une procédure de vente à la découpe de son patrimoine.

Les communistes, dans le but de favoriser la diversification des commerces et le maintien d'activités artisanales, ne cessent de demander depuis 2006 la mise en œuvre du dispositif de préemption des baux commerciaux rendu possible par la loi de 2005. Le 4 novembre dernier, Didier Le Reste, conseiller PCF de Paris, a adressé un courrier à Emmanuel Grégoire, premier adjoint de Mme Hidalgo, rappelant son engagement pris le 15 avril dernier de mettre en œuvre ce dispositif dans les quartiers populaires. Une mesure refusée par la ville jusqu'à présent, mais qui serait salubre pour ce quartier également.

La mobilisation des habitants du quartier Sainte-Marthe sera un atout déterminant pour obtenir une mise en place rapide de ce dispositif de préemption des baux commerciaux.

nouveau film de Gilles Balbastre : *Main basse sur l'énergie*

À l'initiative des communistes du 10^e, s'est tenue le 18 novembre une projection du film *Main basse sur l'énergie* en présence du réalisateur (cf. lien ci-dessous). Ce dernier dénonce 30 ans de dérégulation néolibérale. Celle de l'énergie remonte à une directive européenne de 1996 et s'est poursuivie par un ensemble de lois promulguées par les gouvernements de droite et sociaux libéraux ouvrant la porte au privé.

Ainsi la loi NOME de décembre 2017 oblige EDF à subventionner ses concurrents en cédant 25% de sa production à un tarif bradé. Ce dispositif a déjà coûté 10 Mds € à EDF, fragilisant l'entreprise. Par ailleurs, le groupe EDF a versé 23 Mds € aux actionnaires et a été poussé par l'État à investir 15 Mds € à l'international dans des opérations qui n'ont rien rapporté.

La loi de janvier 2003 a permis la création de la CSPE (*Contribution au service public de l'Électricité*), une taxe payée par les consommateurs. Elle sert, à la marge, au financement de tarifs sociaux, mais elle permet essentiellement de répondre à l'obligation imposée à EDF par l'État de racheter à un tarif très élevé les KW/h produits par les entreprises privées du secteur des énergies renouvelables. Dans son rapport de mars 2018, la Cour des Comptes estime que les contrats conclus à ce jour par ces entreprises représentent un montant de 121 Mds € jusqu'à leur échéance. Un beau cadeau pour le privé !

Autre menace récente non évoquée dans le film, c'est le projet Hercule que, sous la pression du gouvernement Macron, la direction d'EDF vient d'annoncer. Il vise à

éclater l'entreprise en deux : « EDF Bleu », détenu à 100% par l'État qui regrouperait les activités lourdes de production (nucléaire, hydraulique...) et le réseau de transport. L'autre partie, appelée « EDF Vert », aurait en charge la branche commerce (fourniture d'électricité aux clients), EDF Renouvelables et les services Enedis. Regroupant toutes les activités rentables, EDF Vert serait immédiatement introduit en bourse à hauteur de 35%. Une manière de privatiser les profits et de nationaliser les pertes.

Ce projet est rejeté par l'ensemble des syndicats d'EDF. Ils ont besoin de notre soutien.

<https://www.youtube.com/watch?v=eYZp xpPdENQ>

Le Paris de l'humain et de la planète

En prévision des élections municipales, les communistes parisiens ont présenté, à la Fête de l'Humanité, leur projet pour Paris. Les communistes souhaitent garantir la proximité, le lien social et le service public, au contraire de ce que propose *La République en Marche* qui vise à la transformation de Paris en une ville déshumanisée où les travailleurs sont précarisés par l'ubérisation, une ville pour riches en somme.

Les communistes donnent la priorité au logement, avec la création de 30 000 logements sociaux supplémentaires en 6 ans, et à la rénovation thermique de 40 000 logements sociaux et 100 000 logements privés pour atteindre les objectifs du *Plan Climat*. Ils préconisent également de poursuivre la lutte contre Airbnb en proposant un référendum dès juin 2020 pour interdire Airbnb dans le centre de la capitale.

En matière de services publics, les communistes s'engagent à créer 7 nouveaux centres de santé et à étendre la gratuité des transports à tous les jeunes de moins de 18 ans et aux étudiants. Ils veulent également un moratoire sur les fermetures de bureaux de poste.

En matière d'alimentation, ils proposent de créer de nouvelles halles alimentaires et de municipaliser toutes les

cantines scolaires (pas de délégation au privé). Ils veulent y proposer 100% de produits bio, labellisés ou issus de l'agriculture/pêche durable.

En matière d'accueil des migrants, les communistes continuent d'exiger de l'État la réquisition des immeubles vides et la création de nouveaux centres de premier accueil.

S'agissant des violences faites aux femmes, ils proposent d'augmenter le nombre de logements pour héberger les femmes victimes de violences.

Enfin, en matière de démocratie, les communistes veulent expérimenter, à l'échelle du conseil de Paris, un référendum d'initiative citoyenne issu de la mobilisation de 60 000 Parisiens et renforcer la représentativité des conseils de quartier en permettant à leurs représentants de participer aux débats des conseils d'arrondissement. Ils veulent également rendre public les agendas des maires d'arrondissement.

Ce sont six premières priorités que les communistes ont rassemblé dans un programme de 50 pages. Ils sont aujourd'hui les seuls à avoir fait un tel travail de réflexion. Ils sont prêts au débat pour savoir comment construire le Paris de demain, le Paris de l'Humain et de la planète.

CENTRE DE SANTÉ RICHERAND inauguration de l'Institut de Victimologie

Le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, a eu lieu l'opération «portes ouvertes» de l'Institut de Victimologie, pour marquer son installation dans le 10^e.

Ce centre, spécialisé en psycho trauma, accueille et accompagne notamment les femmes victimes de violences et les victimes d'attentats.

Précédemment situé dans le 17^e arrondissement dans des locaux inadaptés, l'Institut va pouvoir renaître dans un local rénové, au bord du canal Saint-Martin. Un cadre agréable tant pour les personnes accueillies que pour les professionnels. L'Institut de Victimologie s'installe dans des locaux du centre de santé Richerand, grâce à une subvention de la Ville de Paris d'un million d'euros, faisant suite à un amendement budgétaire déposé par les communistes.

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne

comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10^e

www.pcfparis10.fr

COMPTE RENDU DE MANDAT des élus engagés au quotidien



les élus PCF lors de leur réunion annuelle de compte rendu de mandat

Les élu.es communistes du 10^e ont pris l'engagement de rendre compte tous les ans de leur activité en tant qu'élus.

Le 14 novembre 2019, Didier Le Reste, conseiller de Paris, et les adjoints à la Maire, Dominique Tourte et Dante Bassino, ont pu présenter les politiques mises en œuvre par la Ville de Paris concernant leurs délégations et échanger avec les Parisiens présents pour répondre à leurs questions.

L'occasion pour eux de faire part des principales actions menées pendant les 6 ans du mandat municipal :

augmentation du nombre de logements publics dans la capitale, pour permettre aux Parisien.ne.s de continuer à vivre et travailler à Paris (1 553 nouveaux logements sociaux financés ou réhabilités dans le 10^e), augmentation du nombre de places en crèche pour permettre à chaque famille de choisir son mode de garde (154 nouveaux berceaux dans les crèches

du 10^e), lutte contre les violences faites aux femmes avec le lancement d'un foyer pour femmes victimes de violences de 80 places, le réaménagement de la Grange-aux-Belles pour réduire les circulations automobiles...

Parce que l'engagement des élu.es ne s'arrête pas aux portes de la Mairie, plusieurs autres sujets ont également été abordés : la lutte pour le maintien et le développement du service public postal, la lutte du boulevard de Strasbourg qui a permis la régularisation d'une trentaine de travailleuses sans papiers et la reconnaissance (une première en France) de la traite des êtres humains dans le monde du travail, la défense de moyens humains et matériels pour l'hôpital public, la lutte contre le CDG Express, etc.

Des échanges constructifs qui appellent à une mobilisation commune des élu.es, militant.es, citoyen.ne.es qui veulent faire de Paris une ville pour toutes et tous.

place à l'enquête publique !

Dès juillet 2018, bien seuls à l'époque avec les riverains, les communistes et leurs élus se sont opposés au projet *Gare du Nord 2024* qui prévoit, en confiant la gestion de la gare à une filiale d'Auchan, une privatisation des espaces de la gare, au détriment du service public ferroviaire. Au début d'octobre 2019, ils se sont réjouis, suite à une tribune d'architectes dans *Le Monde* critiquant vivement le projet, que la Mairie de Paris se soit enfin opposée à ce projet.

Comme l'a rappelé Didier Le Reste le 5 novembre dernier lors d'une manifestation à l'appel de la CGT devant la Gare du Nord, les communistes ont des propositions pour réaménager la gare : « Nous avons fait nombre de propositions en terme d'offre ferroviaire, d'intermodalité, d'installation de services publics dans la gare comme un bureau de poste, un centre de santé ainsi que des propositions permettant d'améliorer la relation de la partie Nord de la Gare avec la station de métro La Chapelle ».

Les communistes appellent l'ensemble des habitants à se saisir de l'enquête publique qui vient d'être ouverte. A partir du 20 novembre et jusqu'au 8 janvier, un registre sera mis à la disposition du public en Mairie du 10^e sur lequel il sera possible de consigner ses avis et suggestions. C'est le moment de s'exprimer !

Permanences du commissaire-enquêteur pour ceux qui souhaitent le rencontrer :

à la mairie du 10 ^e	à la gare du Nord
20 novembre de 9h à 12h	26 novembre de 8h à 11h
28 novembre de 16h à 19h	2 décembre de 16h à 19h
18 décembre de 14h à 17h	9 décembre de 16h à 19h
7 janvier 2020 de 9h à 12h	8 janvier de 8h à 11h

LES MÊMES DROITS POUR TOUS 140 travailleurs sans-papiers régularisés en Île-de-France

En moins d'une semaine, l'ensemble des patrons ont accepté de remplir l'ensemble des documents administratifs leur permettant d'être régularisés. Une preuve supplémentaire que la mobilisation paie !

Dans le 10^e, ce sont 37 travailleurs de l'intérim qui ont été régularisés. Dante Bassino, adjoint PCF à la Maire, leur a apporté son soutien dès le début de leur grève.

Pour les communistes, tous les salariés de France doivent être considérés à égalité. Lorsque l'on dégrade les conditions de travail d'un travailleur en France, au final ce sont les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs qui sont menacées. Les communistes réaffirment leur soutien à tous les salariés sans-papiers pour qu'ils bénéficient des mêmes droits que l'ensemble des autres salariés.



occupation de l'agence d'intérim du Bd de Magenta, en présence de Dante Bassino, Élie Jousselein et Pascale Heurteux, secrétaire de l'UL CGT 10

Le 1^{er} octobre dernier, avec le soutien de la CGT, 140 travailleurs sans-papiers se sont mis en grève dans 12 entreprises d'Île-de-France pour réclamer les mêmes droits que l'ensemble des travailleurs de France. Les communistes parisiens les ont soutenus. Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et Ian Brossat, Maire adjoint PCF de Paris, se sont rendus à la rencontre des travailleurs en grève sur l'un des sites d'occu-

RÉUNION SUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA STATION LA CHAPELLE les habitants ont donné leur avis

Le 15 octobre dernier, une réunion s'est tenue à l'école Louis-Blanc au cours de laquelle la RATP a présenté les différents scénarios de réaménagement de la station. Le scénario plébiscité par les participants (plus d'une centaine) prévoit de créer un accès central à l'Ouest en déplaçant l'actuel

édifice en briques servant à la vente de billets RATP et d'en créer un second à l'Est.

Ce doublement des accès (entrées et sorties) devrait permettre d'améliorer considérablement la circulation et le confort des usagers.

Concernant la liaison souterraine qui relie la station à la gare du Nord, la RATP propose de déplacer la ligne de contrôle des billets actuellement située au début du tunnel et de la transférer à l'entrée de la gare, sur un espace beaucoup plus large appartenant à la SNCF.

Les communistes se déclarent favorables à ce scénario doublant les accès de la station, mais ils demandent que le projet prévoit la création d'ascenseurs, indispensables pour les personnes à mobilité réduite, les personnes âgées et les poussettes.

Concernant le financement de cette rénovation, Didier Le Reste a écrit le 29 octobre à Mme Péresse, présidente d'IDF Mobilités,

en charge des transports dans la Région, pour lui demander d'intégrer sans attendre cette dépense dans le plan d'investissement du prochain contrat IDF mobilités/RATP.

Élie Jousselein, responsable du PCF 10^e, lors d'une des nombreuses initiatives de signature pétitions prises fin 2018 et début 2019, afin d'obtenir le financement des études de réaménagement de la station

